
Documents sauvegardés

Mercredi 7 décembre 2022 à 16 h 59

1 document

Par Université de Bordeaux

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde

6 décembre 2022

L'Europe active l'embargo sur le pétrole russe

... social trop important. C'est l'un des défis de l'Union européenne (UE), depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, fin février. Dernière mesure en date, l'embargo sur ...

3

Le Monde

© 2022 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 décembre 2022 à Université-de-Bordeaux à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20221206-LM-202212062x20x2934829570

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 6 décembre 2022

Le Monde • p. 15 • 1154 mots

p. 15



L'Europe active l'embargo sur le pétrole russe

La mesure sera suivie, en février 2023, par l'interdiction de tous les produits raffinés, dont le diesel

Marjorie Cessac

Frapper Moscou au portefeuille sans subir un contrecoup social trop important. C'est l'un des défis de l'Union européenne (UE), depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, fin février. Dernière mesure en date, l'embargo sur le pétrole brut russe entre en vigueur lundi 5 décembre, afin de tarir une source de financement de la guerre. Plus une goutte d'or noir venu de Russie n'est admise sur le sol européen, du moins par voie maritime. Une première salve qui devrait être suivie, le 5 février 2023, par de nouvelles sanctions, sur les produits pétroliers transformés, notamment le diesel.

« C'est une mission difficile pour l'Europe, mais pas impossible », estime Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques, à Paris, qui ajoute que les Vingt-Sept s'y préparent désormais depuis le printemps. « Le mouvement de baisse des exportations de pétrole russe est d'ailleurs déjà à l'œuvre », rappelle-t-il. En témoigne leur chute de 40 % pour le pétrole brut, entre le début de l'invasion en Ukraine, fin février, et le

mois d'octobre, et de 20 % à 25 % sur les seuls produits raffinés.

Ainsi, en octobre, l'UE n'importait déjà plus que 1,4 million de barils de pétrole brut russe par jour, dont une partie marginale (0,3 million) transite par oléoduc via la Hongrie et ne sera donc pas concernée par les sanctions. A ce pétrole brut s'ajoutent environ 1 million de barils par jour de produits pétroliers raffinés.

« A court terme, l'Europe peut trouver des solutions », estime Carmine de Franco, responsable de la recherche chez le gérant d'actifs Ossiam, citant le Moyen-Orient, les Etats-Unis, la Norvège ou l'Afrique au rang des autres régions de substitution pour l'approvisionnement. « En revanche, ce sera plus difficile pour le diesel, car l'UE en importe encore beaucoup, et on a peu de capacités de production de produits raffinés », met-il en garde. Nombre d'experts s'attendent à des tensions plus importantes sur le gasoil, même si l'UE a pris en compte cette donnée et table sur de nouvelles capacités de raffinage à la fin de 2022 et en 2023.

Des pays sont devenus des acteurs plus importants dans l'exportation de pétrole raffiné vers l'Europe. « On observe un transfert de la valeur des exportations russes vers des pays émergents qui achètent avec de gros rabais des volumes, les raffinent et se font des marges en les exportant vers l'Europe », confirme Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales.

Depuis février, l'Inde a doublé ses ventes vers le Vieux Continent, même si ce phénomène reste encore à relativiser, au regard de la totalité du marché mondial et des besoins internes du sous-continent. De son côté, la Turquie exporte de plus en plus de produits raffinés à partir du brut russe.

Au-delà de l'approvisionnement, reste la question des prix. « A 80 ou 90 dollars [76 ou 85 euros] le baril, c'est gérable. Au-delà, vers 100 dollars, cela va augmenter la pression inflationniste », ajoute Carmine de Franco. Depuis octobre, les prix du baril – le Brent de la mer du Nord et son équivalent améri-

cain, le WTI – évoluent entre 80 et 85 dollars, contre 130 dollars en mars.

La décision des représentants des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), conduits par Riyad, et de leurs dix alliés, emmenés par Moscou, de ne pas réduire plus que prévu leur production est donc un moindre mal pour les Européens sur ce front. Dimanche 4 décembre, à l'issue d'une réunion en visioconférence expédiée en vingt minutes, ces derniers ont convenu de garder le cap décidé en octobre d'une réduction de 2 millions de barils par jour, et ce, jusqu'à la fin de 2023.

Plafonnement des prix

Face au contexte incertain, les représentants du cartel ont été prudents. Car la Chine concentre les inquiétudes. Malgré les manifestations contre les restrictions sanitaires et les promesses d'allègements du gouvernement, la stratégie zéro Covid continue de peser sur l'économie chinoise. S'ajoutent les craintes d'une récession mondiale, sur fond de flambée de l'inflation en Europe comme en Amérique du Nord.

Autre grande inconnue, les conséquences que pourraient avoir les sanctions contre la Russie. Et ce, d'autant que les Occidentaux se sont mis d'accord, vendredi 2 décembre, pour ajouter à l'embargo un plafonnement du prix du pétrole que la Russie va continuer à vendre par voie maritime ailleurs qu'en Europe.

Poussée par les pays du G7, en accord avec l'UE et l'Australie, cette limite – à 60 dollars le baril – a suscité l'ire du Kremlin, qui s'est dit prêt, dimanche, à ne plus vendre de pétrole si son prix était contraint. De son côté, Kiev, pour-

tant satisfait d'un tel mécanisme, l'a jugé, au bout du compte, insuffisant. « Il aurait fallu abaisser [le prix plafond] à 30 dollars pour détruire [l'économie russe] encore plus rapidement », a précisé le chef de cabinet de la présidence ukrainienne, Andriy Yermak, alors que le pétrole russe se négocie autour de 65 dollars le baril.

Les Occidentaux ont cependant adopté, à 60 dollars, un niveau de prix très supérieur au coût de production actuel du pétrole en Russie, afin que Moscou soit incité à continuer de pomper du brut – puisque cela continuera de lui procurer des revenus, même si ces derniers seront moindres en raison du plafond.

« Au-delà des barils vendus à l'Europe, la Russie exporte 5 millions de barils de pétrole brut par jour, et il n'est pas de notre intérêt à nous, Occidentaux, de voir ces 5 millions de barils disparaître du marché, d'autant que la compétition s'exacerbe avec le reste du monde », explique Carmine de Franco, en se référant à l'hypothèse du retour de la Chine sur le marché et au fait que les Etats-Unis ont, pour leur part, prélevé dans leurs stocks stratégiques pour stabiliser les prix.

Alors risque de contournement ou pas ? Dans les faits, « il est difficile de savoir vers quoi l'on s'achemine avec ce type de mesure, sachant qu'un tel plafonnement n'a, de mémoire, jamais été mis en place », s'interroge M. Perrin. Une chose est sûre selon lui, la Russie pourrait subir de plein fouet l'embargo, d'autant que ses exportations de gaz ont, elles aussi, déjà fondu. « Si Moscou avait pu jusqu'alors compenser la baisse des volumes de ses exportations de pétrole par des prix plus élevés, cela semble désormais plus difficile »,

ajoute-t-il. Depuis cet été, les prix de l'or noir refluent sous l'effet de la crainte d'une récession.